



---

**Commission économique pour l'Afrique**  
**Comité d'experts**  
Trente-quatrième réunion**Union africaine**  
**Comité d'experts**  
Première réunion

**Huitième Réunion annuelle conjointe du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration\* et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique**

**Réunion du Comité d'experts**  
Addis-Abeba, 25-27 mars 2015

## **Aperçu général de la situation économique et sociale de l'Afrique**

### **Introduction**

1. Malgré l'atonie de l'économie mondiale, les perspectives de croissance de l'Afrique demeurent bonnes. Au cours des dix dernières années, le continent a connu une croissance impressionnante, de l'ordre de 5 %, soit la croissance la plus soutenue après celle de l'Asie du Sud et de l'Est. Cette tendance s'est prolongée en 2014 et devrait se confirmer pendant la période de prévision (voir figure 1).

2. La croissance du continent est favorisée par l'amélioration de la gouvernance et de la gestion macroéconomique, les investissements dans les infrastructures, l'urbanisation rapide, le développement de la classe moyenne et la vigueur de la demande, la diversification des liens avec les économies émergentes dans les domaines du commerce et de l'investissement, le renforcement de l'intégration régionale et la diversification des partenariats commerciaux à l'échelle régionale.

3. Néanmoins, les perspectives à moyen terme de l'Afrique pourraient se ressentir de la chute des prix du pétrole et des produits de base, de la lenteur de la reprise économique des pays développés, du durcissement des politiques monétaires au niveau mondial, des chocs d'origine météorologique et de l'instabilité politique qui règne dans certains pays du continent.

---

\* Le Comité technique spécialisé remplace la Conférence des ministres africains de l'économie et des finances et la Conférence des ministres de l'intégration; il réunit les ministres des finances, des affaires monétaires, de la planification économique et de l'intégration

## **I. Évolution récente de l'économie mondiale et incidences pour l'Afrique**

4. La croissance de l'économie mondiale a légèrement progressé, de 2,4 % en 2013 à 2,6 % en 2014. Le potentiel de croissance mondiale a été freiné par les tensions géopolitiques qui se sont manifestées en Asie occidentale et dans la péninsule de Crimée, ainsi que par le ralentissement économique qui a frappé le Japon. La croissance mondiale devrait être de 3,1 % en 2015.

5. Dans les pays développés, la croissance a atteint 1,7 % en 2014, contre 1,2 % en 2013 ; elle a été soutenue par les meilleurs résultats enregistrés dans les principales économies européennes et le relèvement de plusieurs pays de la région, après une période de croissance négative. L'Union européenne a enregistré une croissance de 1,3 % en 2014, contre 0,0 % en 2013, et devrait atteindre 1,7 % en 2015. Aux États-Unis d'Amérique, la croissance a été de 2,3 %, contre 2,2 % en 2013, et devrait être de 2,8 % en 2015, sous l'effet conjugué de l'accroissement des investissements et de l'amélioration de la confiance des consommateurs suscitée par l'amélioration de l'emploi. Au Japon, la croissance est tombée de 1,5 % en 2013 à 0,8 %, mais devrait remonter à 1,2 % en 2015.

6. Le taux de croissance du PIB des pays en développement a connu un fléchissement, de 4,7 % en 2013 à 4,4 % en 2014, qui s'explique essentiellement par la chute de la croissance en Asie occidentale, en Amérique latine et dans les Caraïbes, due aux tensions géopolitiques, à la faiblesse de la demande intérieure en investissements et à la détérioration des termes de l'échange. À l'échelle régionale, c'est en Asie de l'Est et du Sud que la croissance a été la plus vigoureuse (5,9 % en 2014 contre 5,8 % en 2013). Elle devrait atteindre 6,0 % en 2015, grâce à l'accroissement des investissements et au dynamisme de l'activité économique en général.

7. Les économies en transition ont connu un ralentissement de la croissance, avec un taux de croissance du PIB de 0,7 %, dû en partie à l'atonie de l'activité en Fédération de Russie, sous l'effet de la crise en Crimée et des sanctions économiques qu'elle a entraînées. La Chine devrait aussi enregistrer une baisse de sa croissance, qui devrait reculer, de 7,7 % en 2013 à 7,3 % en 2014, sous l'effet des orientations nouvelles de l'économie, davantage tournée vers les services et la consommation.

8. La situation de l'emploi demeure morose, à l'échelle mondiale. Le chômage a reculé, de 6 % en 2013 à 5,9 % en 2014 (Organisation internationale du travail, 2014). Dans les pays développés, son niveau reste élevé, soit 7,8 %. Il l'est aussi en Afrique, et dans la région Amérique latine et Caraïbes, où il atteint respectivement 10,1 % et 6,6 % en 2014. Les jeunes sont particulièrement touchés, leur taux de chômage, à l'échelle mondiale, ayant atteint 13,0 % en 2014, contre 13,1 % en 2013.

9. Le taux d'inflation mondial a légèrement progressé, passant de 3,0 % en 2013 à 3,1 % en 2014, mais devrait retomber à 2,9 % en 2015. L'inflation reste faible dans les pays développés, particulièrement dans la zone euro, du fait d'une reprise économique médiocre et de chocs temporaires, tels que la chute des prix de l'énergie et des produits alimentaires. La faiblesse de l'inflation dans la zone euro, combinée avec un chômage qui demeure élevé, continue de faire craindre l'apparition de la déflation et le retour de la crise de la dette et de l'incertitude économique en Europe. Dans les pays en développement, l'inflation est descendue de 5,8 % en 2013 à 5,7 % en 2014, sous l'effet de la situation en Asie du Sud, et devrait baisser davantage, pour passer à 5,4 % en 2015, du fait de la chute des prix mondiaux des produits de base et du durcissement des politiques monétaires.

10. À l'exception de la région Amérique latine et Caraïbes, le solde budgétaire s'est amélioré dans toutes les régions (Fonds monétaire international, 2014). Les pays développés ont poursuivi leur politique de rigueur budgétaire, le déficit global passant de 4,9 % du PIB en 2013 à 4,2 % en 2014. Dans la zone euro, le déficit global a été ramené à 2,6 %, contre 3 % en 2013. Selon les estimations, au Japon et aux États-Unis, le déficit budgétaire devrait avoir reculé, respectivement, de 8,4 % et 7,3 % en 2013, à 7,2 % et 6,4 % en 2014.

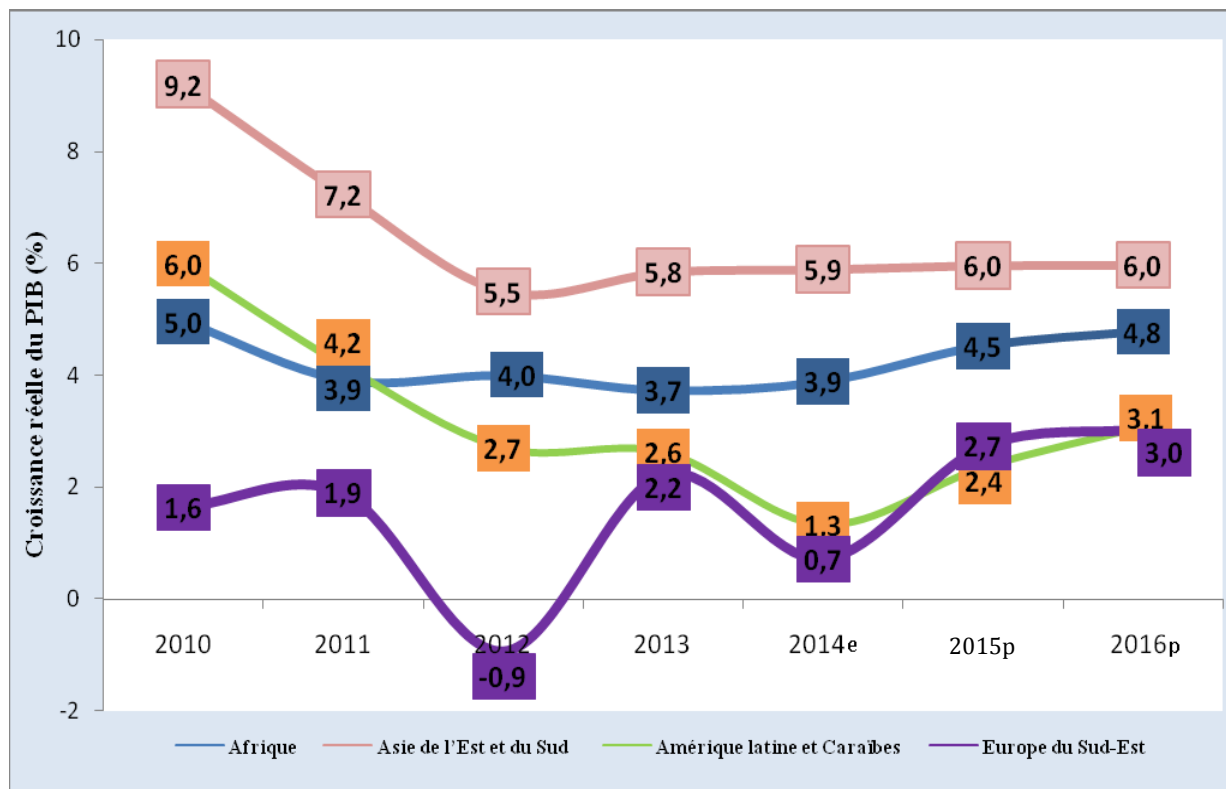
11. Le commerce mondial a ralenti en 2014, le taux de croissance des exportations étant tombé à 3,3 %, contre 3,8 % en 2013. Néanmoins, la croissance des exportations devrait passer à 6,8 % en 2015, grâce au rebond de la croissance des exportations dans les régions en développement, particulièrement en Asie du Sud, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les soldes courants sont restés relativement stables dans les plupart des économies en 2014, par rapport aux niveaux de 2013. Les investissements directs étrangers sont restés stables à l'échelle mondiale, à 2,7 % du PIB, situation inchangée par rapport à 2013 [Economist Intelligence Unit (EIU), 2014]. Ils ont toutefois diminué dans les économies émergentes, sous l'effet de l'amélioration de la confiance des entreprises et de la reprise dans les pays développés.

12. Les perspectives pour 2015 demeurent incertaines, à cause de la fragilité de la reprise économique mondiale et, en particulier, dans la zone euro, comme l'ont montré l'absence d'amélioration de l'emploi et la menace persistante de déflation. De plus, le ralentissement de la croissance en Chine risque de peser sur la demande d'exportations d'Afrique. Les actuelles tensions politiques en Crimée et en Asie occidentale menacent l'ensemble de l'économie mondiale et pourraient avoir des répercussions indirectes sur l'Afrique, par le biais de la demande réduite des partenaires commerciaux concernés. De plus, les effets de la réduction des mesures d'assouplissement quantitatif prises par les pays développés demeurent incertaines ; de fait, l'éventualité d'une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis a déjà donné lieu à la sortie de capitaux et entraîné la dépréciation de monnaies dans les pays en développement, les investisseurs préférant se tourner vers des actifs plus sûrs (ONU, 2014).

## **II. Résultats et perspectives économiques de l'Afrique**

13. La croissance de l'Afrique est passée de 3,7 % en 2013 à 3,9 % en 2014. Seule l'Asie du Sud et de l'Est a connu une croissance supérieure, de 5,9 % (voir figure 1). Le taux de croissance du PIB de l'Afrique devrait atteindre 4,5 % en 2015 et 4,8 % en 2016.

Figure 1  
**Croissance des régions émergentes ou en développement, 2010-2016**



Source : Calculs établis à partir de données du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DAES), 2014 ; les données relatives à l'Afrique n'incluent pas la Libye.

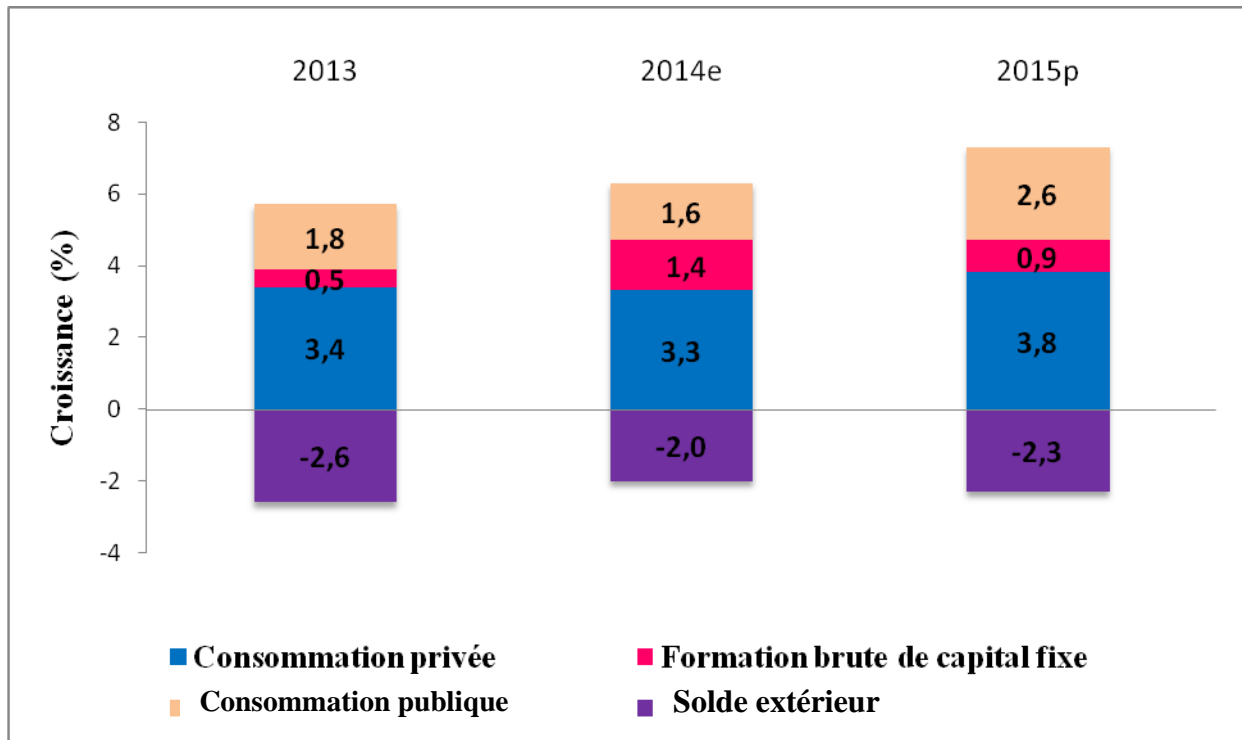
Note : e= estimation ; p = prévision

#### A. La consommation privée et l'investissement sont les principaux moteurs de la croissance

14. La consommation privée et l'investissement, qui ont augmenté, respectivement, de 3,3 % et 1,6 % en 2014, contre 3,4 % et 1,8 % en 2013, demeurent les principaux moteurs de la croissance du PIB (voir figure 2). La croissance de la consommation privée est soutenue par la hausse de la demande intérieure, sous l'effet de l'amélioration de la confiance des consommateurs et du développement de la classe moyenne. L'investissement (formation brute de capital) est essentiellement tiré par l'amélioration des conditions de l'activité commerciale. L'augmentation des dépenses publiques en infrastructures a aussi contribué puissamment à la croissance du PIB en 2014. Sa contribution devrait néanmoins tomber à 0,9 % point de pourcentage en 2015, à cause de mesures de consolidation budgétaire, principalement en Afrique centrale, australe et de l'Ouest.

Figure 2

**Performance économique de l’Afrique et composantes de la croissance, 2013-2015**



Source : calculs établis à partir de données de DAES (2014) et EIU (2014).

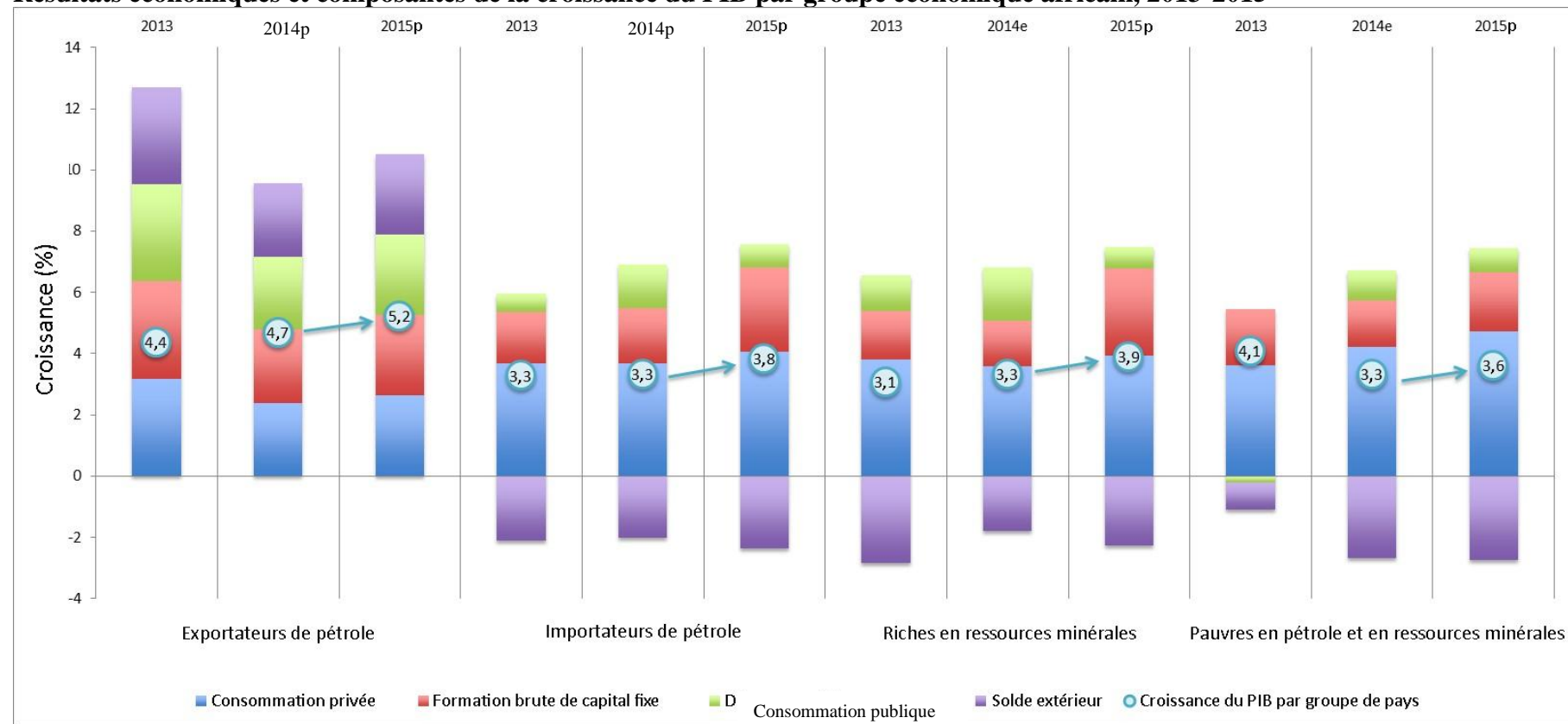
Note : e = estimation ; p= prévision

**B. La croissance continue de varier selon le groupe économique et la sous-région**

15. Les pays africains exportateurs de pétrole (hors Libye) ont enregistré une croissance plus rapide que les autres pays africains en 2014, avec des taux se situant à 4,7 %, contre 4,4 % en 2013 (voir figure 3). Malgré la baisse de prix du pétrole, la croissance de ce groupe de pays devrait se poursuivre en 2015, et se situer à 5,2 %, grâce à la reprise de la consommation et de l’investissement.

16. Les pays importateurs de pétrole devraient connaître une croissance de 3,8 % en 2015, après avoir stagné à 3,3 % en 2013 et 2014, grâce à la faiblesse des prix du pétrole et à la confiance accrue des consommateurs et des entreprises. La consommation privée et l’investissement devraient progresser, respectivement, de 4,1 % et de 2,8 % en 2015.

Figure 3  
**Résultats économiques et composantes de la croissance du PIB par groupe économique africain, 2013-2015**



Source : Calculs établis à partir de données de DAES (2014) et EIU (2014).

Note : e=estimation, p=prévision. Les données sur les pays exportateurs de pétrole excluent la Libye.

17. Au niveau sous-régional, l'élan de la croissance en Afrique centrale devrait se maintenir. Après être passée de 2,5 % en 2013 à 4,3 % en 2014, celle-ci devrait y atteindre 4,8 % en 2015 (voir figure 4), sous l'effet des importantes dépenses publiques réalisées dans des projets d'infrastructures à forte intensité de capital au Cameroun et au Congo, et de nouveaux projets pétroliers et gaziers au Cameroun et au Tchad.

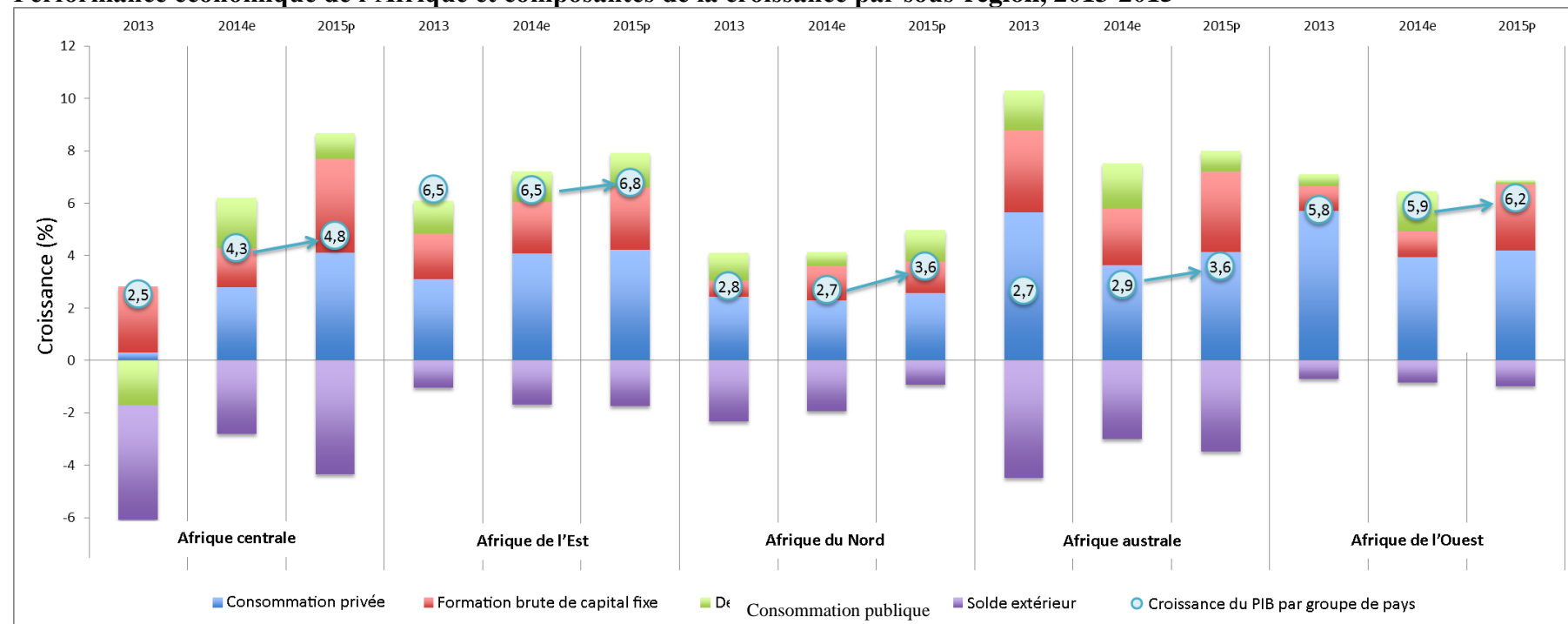
18. L'intégration régionale renforcée de la Communauté de l'Afrique de l'Est a continué de doper la croissance du PIB de la sous-région en 2014. Après une période de stabilité, à 6,5 % en 2013 et 2014, la croissance devrait passer à 6,8 % dans cette sous-région en 2015 (voir figure 4). Djibouti, le Kenya et l'Ouganda resteront les principaux moteurs de la croissance en 2015. La croissance de Djibouti est soutenue par des investissements considérables dans sa capacité portuaire, qui s'expliquent par la forte demande de services portuaires de l'Éthiopie. L'expansion rapide des services bancaires et de télécommunications, le développement de la classe moyenne, l'urbanisation et les investissements dans les infrastructures, particulièrement ferroviaires, stimulent la croissance du Kenya, tandis que celle de l'Ouganda repose sur la croissance de l'activité du bâtiment, des services financiers, du transport et des télécommunications.

19. En Afrique du Nord (hors Libye), la croissance n'a pas repris, malgré l'amélioration de la stabilité politique en Tunisie. Elle a légèrement fléchi, passant de 2,8 % en 2013 à 2,7 % en 2014. La faiblesse des prix du pétrole, le ralentissement de l'investissement en Égypte et le durcissement des politiques monétaires en Algérie, en Égypte, au Maroc et au Soudan ont été les principaux freins à la croissance. Celle-ci devrait toutefois s'améliorer en 2015, avec le retour de la stabilité en Égypte, principale économie de la région. La croissance du PIB devrait aussi bénéficier de l'augmentation des dépenses publiques consenties au titre de projets d'infrastructures dans la sous-région.

20. L'Afrique australe devrait enregistrer une croissance du PIB accélérée, passant de 2,9 % en 2014 à 3,6 % en 2015 (voir figure 4), tirée par la hausse des investissements du secteur non diamantaire au Botswana, la reprise de la consommation privée en Afrique du Sud et l'augmentation des investissements dans l'extraction minière et la prospection gazière au Mozambique. Qui plus est, la croissance du PIB devrait être soutenue par l'accélération de la consommation privée, stimulée par une plus grande confiance des consommateurs des pays de la sous-région. Néanmoins, le fléchissement des prix du pétrole et des ressources minérales est une menace pour les perspectives de croissance de la sous-région à moyen terme, car les deux tiers des pays qui la composent sont exportateurs de pétrole ou riches en ressources minérales.

Figure 4

**Performance économique de l'Afrique et composantes de la croissance par sous-région, 2013-2015**



Source : Calculs établis à partir de DAES (2014) et EIT (2014).

Note : e=estimation ; p=prévision La croissance de l'Afrique du Nord ne tient pas compte de la Libye.



21. L'Afrique de l'Ouest a enregistré une croissance de 5,9 % en 2014, soit un point de pourcentage de plus qu'en 2013, qui devrait passer à 6,2 % en 2015 (voir figure 4). La hausse de la consommation privée et de l'investissement, particulièrement à Cabo Verde, au Nigéria et au Sénégal, en sont les moteurs principaux. En 2015, la consommation privée et l'investissement devraient progresser de 3,5 % et 2,5 %, respectivement, soit à un rythme plus élevé qu'en 2014. Le secteur des services du Nigéria est aussi un moteur essentiel de la croissance de l'Afrique de l'Ouest. Néanmoins, la sous-région connaît certaines incertitudes, dues aux difficultés que connaissent le Mali et le Nigéria, et à la flambée d'Ebola, même si les estimations récentes de la Commission économique pour l'Afrique (CEA-2014a) indiquent que l'incidence d'Ebola sur la croissance devrait être négligeable.

### **C. L'incidence des prix du pétrole sur la croissance est marginale**

22. Les prix du pétrole brut ont certes continué de baisser de juin à décembre 2014, à un rythme mensuel moyen de 8,0 %, mais l'incidence de ce choc sur la croissance de l'Afrique a été marginale. En fait, grâce à cette baisse, le PIB du continent a gagné 0,03 % de croissance, en raison de son effet positif sur l'économie des pays importateurs de pétrole et du caractère marginal de son effet négatif sur celle des pays exportateurs de pétrole, compte tenu de la dépréciation persistante de leurs monnaies locales (spécialement l'Angola, le Ghana et le Nigéria).

23. De plus, l'effet marginal de la baisse persistante du prix du pétrole sur la croissance a été soutenu dans les secteurs non pétroliers, sous l'effet de l'expansion du secteur des services dans certains pays, dont le Kenya et le Rwanda, du renforcement du commerce intra-africain dans les secteurs manufacturiers, et de l'amélioration de la productivité et de la transformation structurelle [Commission économique pour l'Afrique (CEA) et Commission de l'Union africaine (CUA) (2014)].

24. Les pays exportateurs de pétrole se sont quelque peu protégés contre la volatilité des prix du pétrole en épargnant les recettes pétrolières en période de prix élevés et en recourant ensuite à cette épargne pour amortir l'effet de la chute des prix du pétrole brut sur leur économie.

### **D. L'effet économique négligeable de la flambée d'Ebola sur le PIB de l'Afrique**

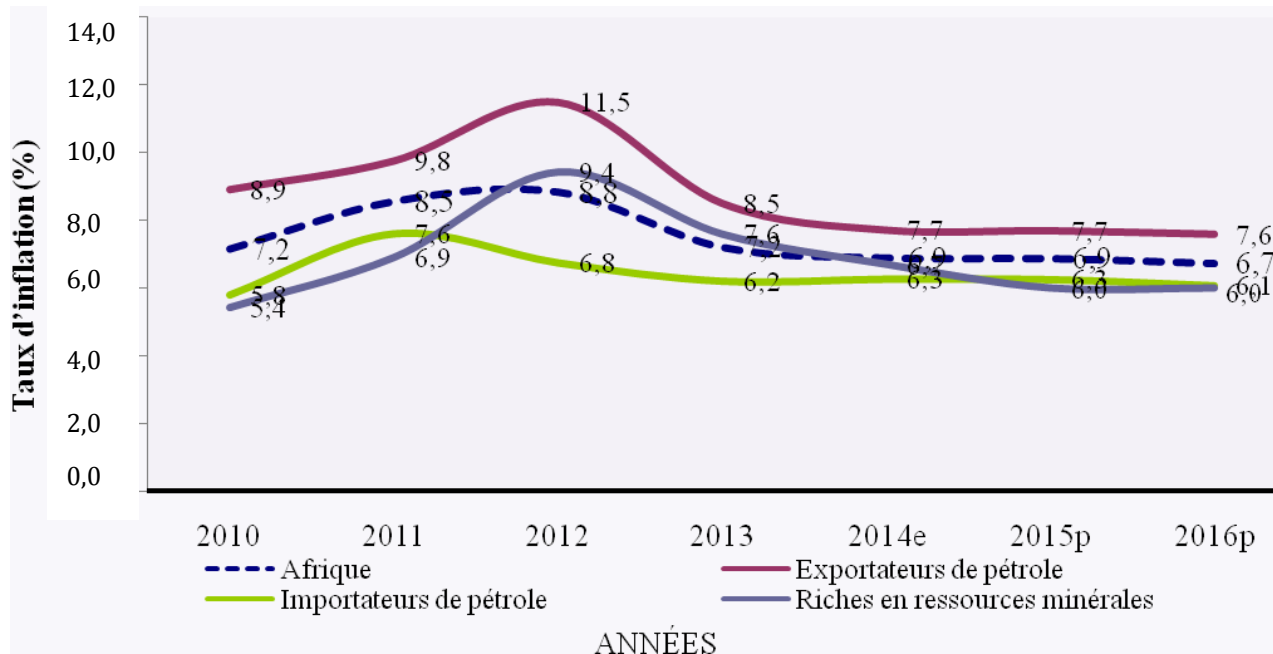
25. L'épidémie à virus Ebola a certes pesé sur le PIB des trois pays les plus touchés (Guinée, Libéria et Sierra Leone), mais son effet sur le PIB de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et sur l'Afrique dans son ensemble devrait être négligeable. En effet, considérés ensemble, ces trois pays ne représentent que 2,4 % et 0,7 % du PIB de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique, respectivement. Les prévisions relatives à 2014 et 2015 révèlent que la croissance de l'Afrique de l'Ouest sera réduite de 0,1 point de pourcentage, et celle de l'Afrique, de 0,02 point de pourcentage (CEA, 2014).

### **E. L'inflation continuera de baisser**

26. L'inflation devrait suivre la tendance à la baisse qu'elle connaît depuis 2012, puis se stabiliser à 6,9 % de 2014 à 2015, et tomber à 6,7 % en 2016 (voir figure 5). Les pays exportateurs de pétrole devraient connaître une hausse de l'inflation en 2015, puis une légère baisse en 2016. La dépréciation des taux de change est manifestement le facteur principal de la hausse de l'inflation parmi les pays exportateurs de pétrole, les effets sur les pays importateurs

de pétrole ou riches en ressources minérales étant marginaux, ce qui peut s'expliquer par les effets de la chute des prix pétroliers et des produits de base à l'échelle mondiale.

Figure 5  
**Taux d'inflation par groupe économique, 2010-2016**



Source : Calculs établis à partir de données de DAES (2014).

Note : e=estimation ; p=prévision

27. L'Afrique centrale devrait être la région la moins inflationniste, principalement grâce à la politique monétaire commune appliquée par les plupart de ses États dans le cadre de la monnaie commune liée à l'Euro, le franc CFA. L'Afrique australe affiche aussi des résultats satisfaisants en matière d'inflation, sous l'effet de la baisse des prix du pétrole et des prix alimentaires mondiaux, et de l'amélioration de l'approvisionnement au Malawi et en Zambie, des politiques monétaires plus rigoureuses au Lesotho et en Afrique du Sud, et de l'appréciation des monnaies locales au Botswana et en Zambie.

#### F. La plupart des monnaies africaines continueront de se déprécier

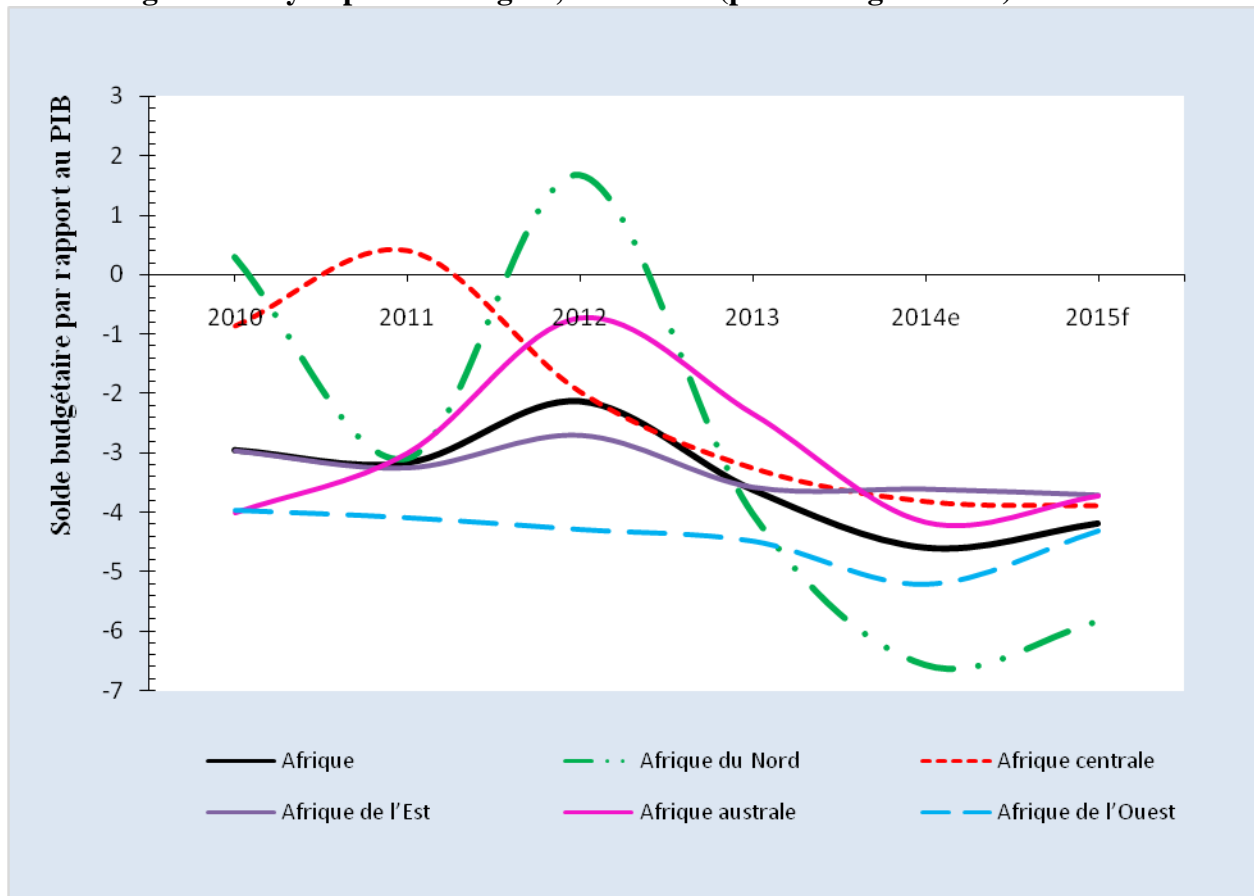
28. La chute du prix du pétrole et des produits de base, le durcissement des politiques monétaires des pays développés et les importants déficits commerciaux et budgétaires continueront de peser sur les taux de change de la plupart des pays africains. La monnaie de l'Afrique du Sud devrait s'apprécier de 1,2 %, à 10,66 rands par dollar des États-Unis en 2015, encore qu'elle risque de présenter une certaine volatilité parce qu'elle est la monnaie africaine la plus échangée. La Banque centrale du Nigéria a dévalué le naira en novembre 2014 pour se protéger contre l'érosion des réserves de devises, et a relevé son taux directeur de 100 points de base, à 13 %. Le shilling kenyan s'est déprécié en 2013 et 2014 sous l'effet de la baisse du cours du thé et du fléchissement de l'activité touristique, lié à l'insécurité. Dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le franc CFA s'est apprécié par rapport au dollar des États-Unis en 2014, mais devrait connaître une baisse en 2015.

## G. Les déficits budgétaires se réduisent

29. Le déficit budgétaire de la région a augmenté, de 3,6 % du PIB en 2013 à 4,6 % en 2014 (voir figure 6), mais devrait tomber à 4,2 % en 2015, grâce aux baisses attendues en Afrique du Nord (de 6,6 % à 5,8 %), en Afrique australe (de 4,2 % à 3,7 %) et en Afrique de l'Ouest (de 5,2 % à 4,3 %).

Figure 6

### Solde budgétaire moyen par sous-région, 2010-2015 (pourcentage du PIB)

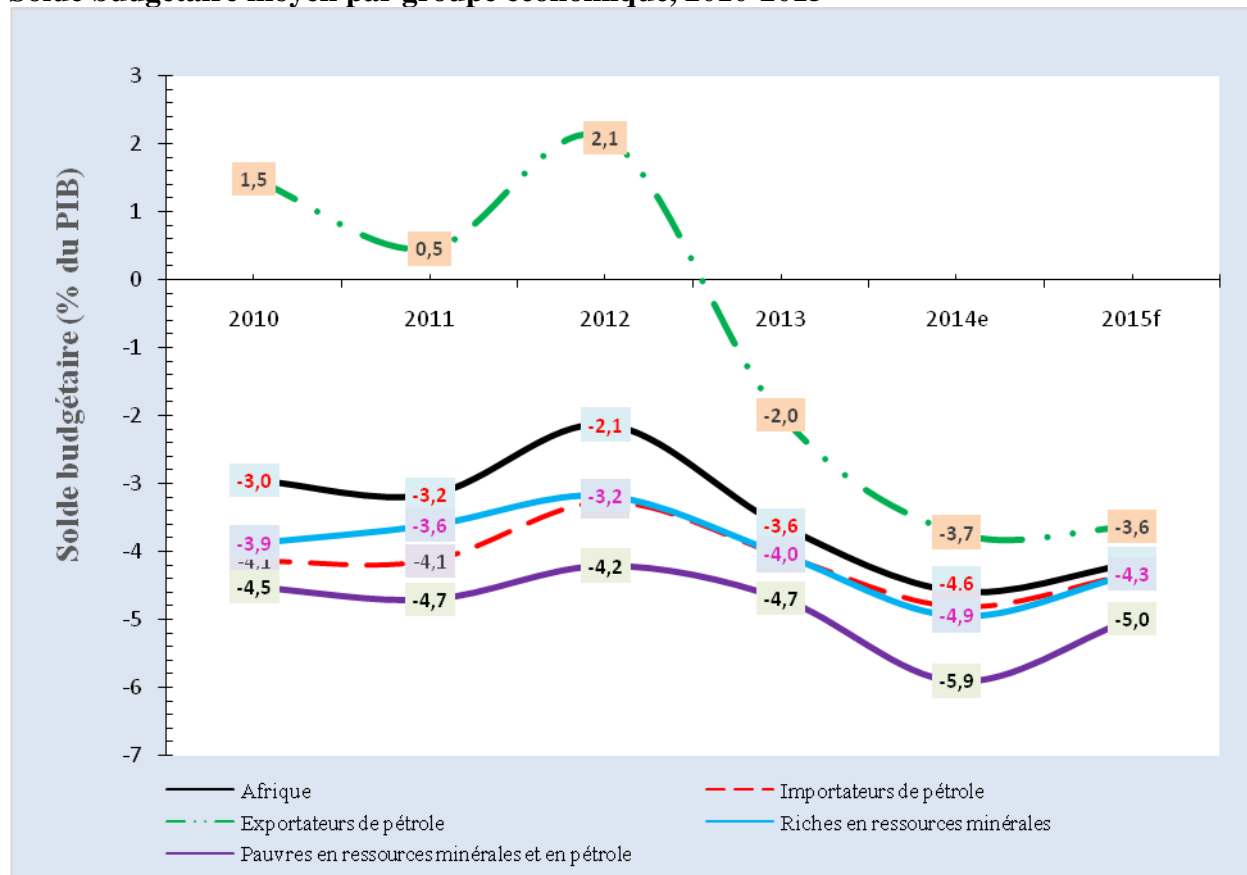


Source : Calculs établis à partir des données de l'EIU (2014).

30. La détérioration des prix du pétrole est le facteur principal de la hausse des déficits budgétaires dans les pays exportateurs de pétrole, en dehors des subventions sur les combustibles et des dépenses en infrastructures engagées par de nombreux pays. Les pays importateurs de pétrole, riches en ressources minérales ou pauvres en ressources minérales et en pétrole devraient connaître les hausses les plus importantes, en points de pourcentage, soit 0,5, 0,6 et 0,9 points en 2015, grâce à la baisse des prix du pétrole (voir figure 7).

Figure 7

**Solde budgétaire moyen par groupe économique, 2010-2015**



Source : Calculs établis à partir des données de l'EIU (2014).

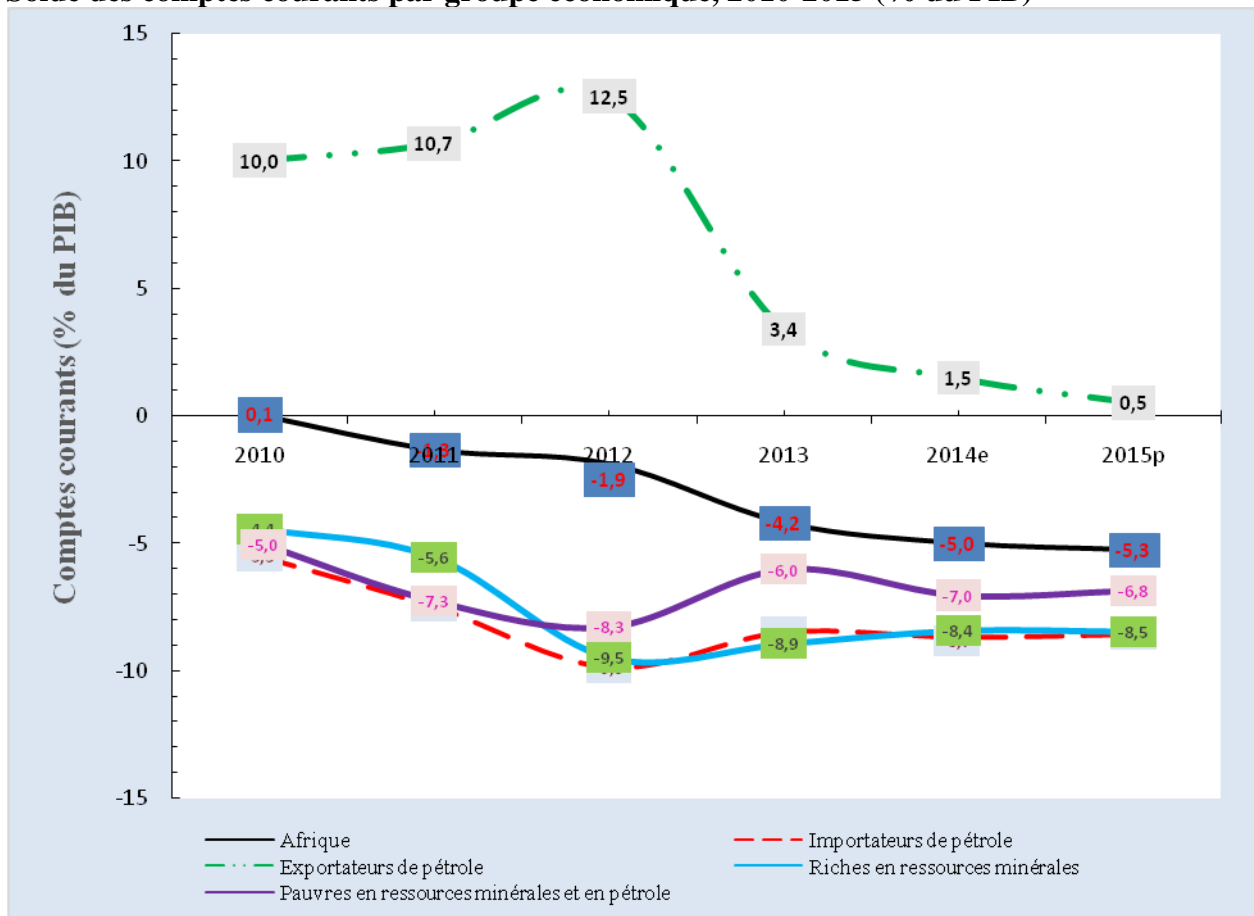
**H. La chute des prix du pétrole pèsera sur les comptes courants.**

31. Le déficit global des comptes courants de l'Afrique se maintiendra, à cause des déficits commerciaux et de la croissance de la demande de biens d'équipement. En 2015, les pays exportateurs de pétrole enregistreront encore des excédents courants, qui seront néanmoins inférieurs à ceux de 2013 et 2014, tandis que les autres groupes économiques continueront d'accuser des déficits courants (voir figure 8).

32. Plus précisément, en 2014, le déficit courant des pays importateurs de pétrole s'est creusé de 0,2 point de pourcentage, pour s'établir à 8,7 % du PIB, mais devrait s'améliorer en 2015, et se situer à 8,6 %. Les pays riches en ressources minérales conserveront d'importants déficits courants, du fait de leur dépendance à l'égard des services importés et des déficits structurels des soldes des recettes, les entreprises multinationales (qui dominent les secteurs miniers de l'Afrique) continuant de payer des dettes extérieures et de rapatrier leurs bénéfices (EIU) (2014). Après avoir enregistré une amélioration de quelque 0,5 point de pourcentage en 2014, les déficits courants de ces économies devraient perdre 0,04 point de pourcentage et se situer à 8,5 % du PIB en 2015. Les pays non exportateurs de pétrole et pauvres en ressources minérales accuseront les déficits courants les plus importants, principalement parce qu'ils ne peuvent guère recourir aux réserves de devises.

Figure 8

**Solde des comptes courants par groupe économique, 2010-2015 (% du PIB)**



Source : Calculs établis à partir de la base de données de l'EIU (2014).

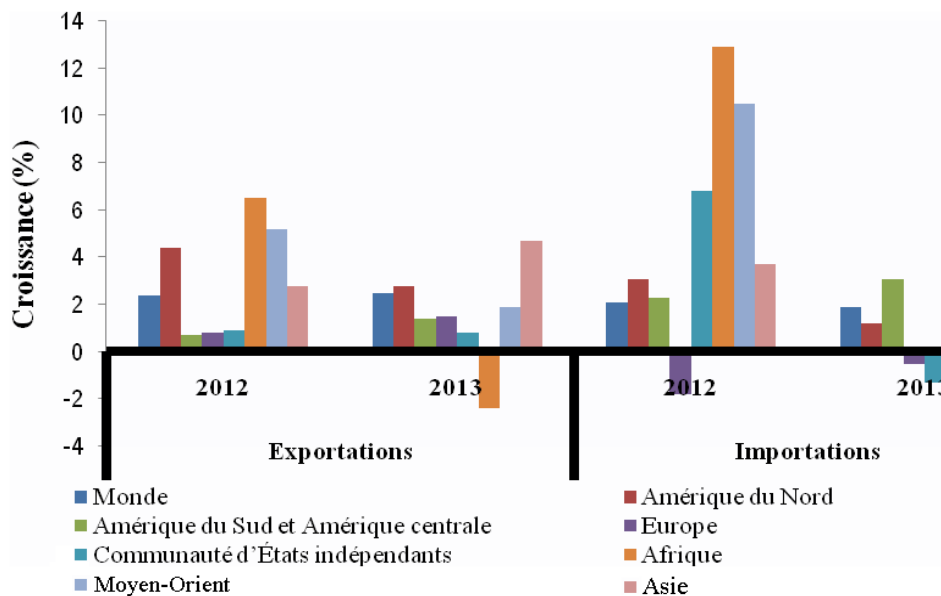
Note : e =estimation CEA ; p =prévision

**I. Le boom du commerce des marchandises retombe**

33. Les exportations africaines de marchandises ont reculé de 2,4 % en 2013, après avoir progressé de 6,5 % en 2012, ce qui représentait l'un des chiffres les plus élevés, toutes régions confondues (voir figure 9). La croissance a été essentiellement portée par les exportations de combustibles et de ressources naturelles sous leur forme brute, qui ont représenté approximativement deux tiers du total des exportations. La baisse des exportations de marchandises s'explique par la tendance à la baisse des prix des produits de base, catégorie dans laquelle les ressources naturelles occupent encore une position dominante. Cette situation illustre le fait que l'Afrique doit diversifier sa production et la base de ses exportations en ajoutant de la valeur à ses exportations de produits de base.

Figure 9

**Croissance du commerce mondial des marchandises par région, 2005-2013**

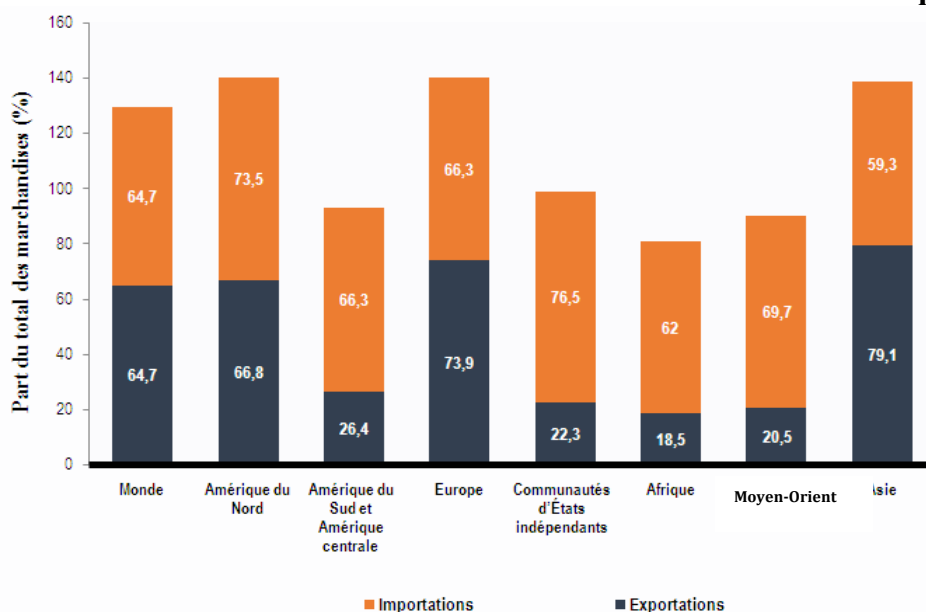


Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) (2014).

34. En 2013, l’Afrique a exporté la part la plus faible de biens manufacturés, en pourcentage des exportations totales de marchandises, de toutes les régions, soit 18,5 %, l’Asie occupant la position la plus élevée, suivie par l’Europe (voir figure 10). Le commerce des biens intermédiaires et la participation à la partie supérieure des chaînes de valeur mondiales expliquent la part élevée des biens manufacturés dans les exportations et importations totales de marchandises de l’Amérique du Nord, de l’Europe et de l’Asie. La faible part des biens manufacturés dans les exportations africaines s’explique par la participation minime du continent aux chaînes de valeur mondiales.

Figure 10

**Part des articles manufacturés dans le commerce des marchandises par région, 2013**



Source : OMC (2014).

## **J. Les capitaux étrangers privés affluent en plus grande quantité**

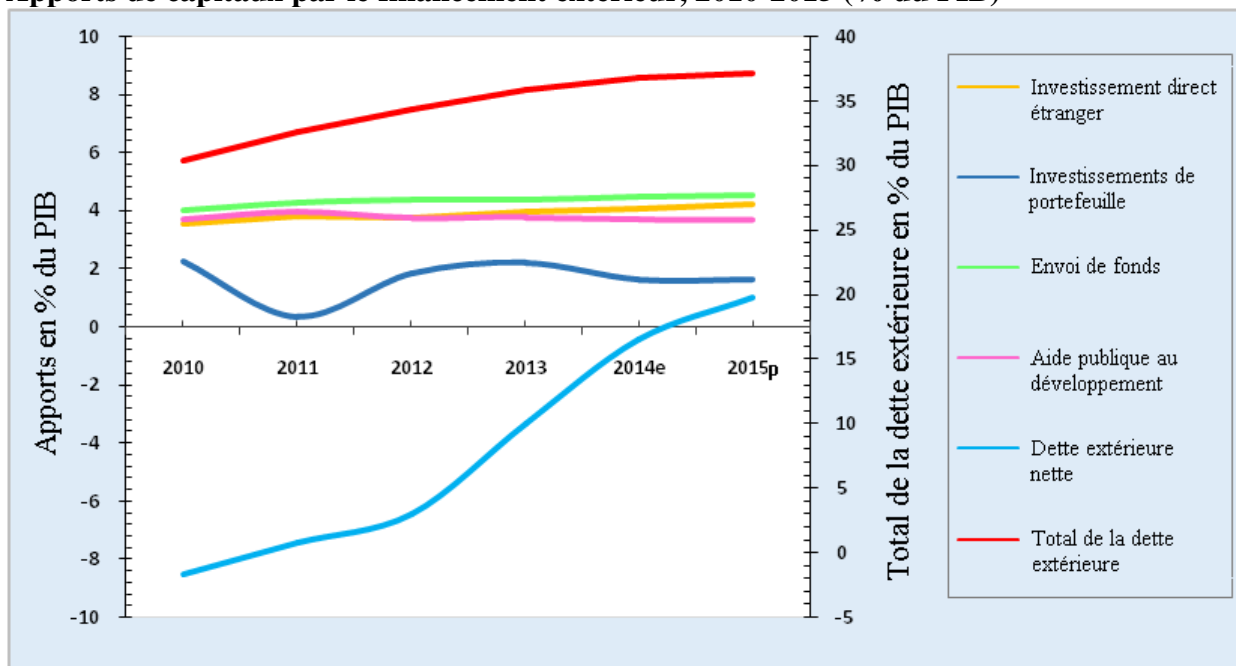
35. L'Afrique continue d'attirer de plus en plus de capitaux privés, grâce à l'amélioration des conditions de l'activité commerciale et de la confiance grandissante des entreprises, s'expliquant notamment par des améliorations survenues sur le plan réglementaire, notamment à Maurice et au Rwanda. Les investissements directs étrangers demeurent une source de financement extérieur importante, mais ils ont été dépassé par les envois de fonds (voir figure 11), qui sont aussi la source de financement extérieur la plus stable. Ceux-ci sont passés de 4,4 % du PIB en 2013 à 4,5 % en 2014, et devraient atteindre 4,6 % en 2015, les membres de la diaspora investissant de plus en plus dans leur pays d'origine. Pour faire fructifier ces capitaux de plus en plus abondants, le continent doit réduire le coût des transferts monétaires et développer des instruments financiers à même de canaliser les envois de fonds vers les programmes de développement.

36. L'investissement direct étranger est la deuxième source de capital-investissement étranger. Il est passé de 57,2 milliards de dollars des États-Unis en 2013 à 61,1 milliards en 2014, et devrait atteindre 66,9 milliards en 2015, soit, respectivement, 3,9 %, 4,1 % et 4,2 % du PIB. Il convient néanmoins de préciser qu'il demeure relativement axé sur le secteur des ressources et qu'il faudrait mettre en place des stratégies de diversification, afin de l'orienter davantage vers le secteur manufacturier.

37. Les investissements de portefeuille ont représenté quelque 1,6 % du PIB entre 2010 et 2015. Ils sont volatils parce qu'ils sont souvent tributaires des politiques monétaires mondiales et des perspectives politiques des pays en développement ou émergents. Ils ont reculé, de 31,6 milliards de dollars des États-Unis en 2013, à 24,1 milliards en 2014, mais devraient progresser en 2015, et atteindre 25,5 milliards. Malgré l'atonie de la reprise des économies développées et émergentes, l'investissement direct étranger et les investissements en portefeuille devraient encore augmenter, ce qui illustre l'attrait qu'exercent les débouchés du continent sur le secteur privé. Les marchés pionniers sont essentiels à cet égard ; ils ont en effet représenté 25,1 % et 26,3 % des flux d'investissement direct étranger en Afrique en 2013 et 2014, et 90 % et 63,2 % des investissements de portefeuille. En 2015, ces marchés devraient attirer 27 % et 59 % du total de l'investissement direct étranger et des investissements de portefeuille.

Figure 11

**Apports de capitaux par le financement extérieur, 2010-2015 (% du PIB)**



Source : Calculs établis à partir de données de l'EIU (2014) et UNCTADStat (2014).

Note : e=estimation ; p=prévision

38. Les flux financiers illicites par manipulation des prix des échanges sont très fréquents dans les économies riches en ressources naturelles. Leur valeur est estimée à près de 60 milliards de dollars des États-Unis par an, et ils se sont accrus de 32,5 % entre 2000 et 2009. Considérés globalement, au cours de cette période, les flux financiers illicites ont représenté l'équivalent de l'aide publique au développement reçue par l'Afrique, ou presque (CEA, 2014b). Des interventions politiques, telles que les encouragements fiscaux ou un suivi attentif, pourraient contribuer à réduire ces flux.

39. L'aide publique au développement demeurera une source essentielle de financement public extérieur pour de nombreux pays. En 2013 et 2014, elle a représenté 3,8 % et 3,7 %, respectivement, du PIB de l'Afrique. Néanmoins, ses fluctuations sont liées aux priorités (souvent à court terme) des partenaires de développement, qui peuvent correspondre à des préoccupations, notamment géopolitiques ou de sécurité, étrangères au développement. L'Afrique doit donc faire de son financement et de la mobilisation de ses ressources une priorité, pour réaliser des changements structurels.

40. La dette extérieure totale a dépassé les 30 % du PIB depuis 2010 et devrait atteindre 37,1 % en 2015. La dette extérieure nette (total de la dette moins les réserves) sera équivalente à 1 % du PIB en 2015. La dette extérieure nette est négative depuis 2006 en raison des réserves internationales élevées des économies exportatrices de pétrole. Les pays riches en ressources minérales et les pays importateurs de pétrole ont une dette extérieure nette positive et, dans certains cas extrêmes<sup>1</sup>, des ratios très élevés, ce qui soulève des questions au sujet de la viabilité de la dette.

<sup>1</sup> Comme Cabo Verde (59% du PIB), le Ghana (28% du PIB), le Soudan (55% du PIB), la Mauritanie (52% du PIB), le Mozambique (28% du PIB), Sao Tomé-et-Principe (117% du PIB), le Sénégal (25% du PIB), les Seychelles (90% du PIB), la Tunisie (50% du PIB) et le Zimbabwe (338% du PIB).



## **K. Le capital-investissement : une nouvelle manière de lever des fonds**

41. Compte tenu de la charge de la dette de nombreux pays africains et des défis posés au continent par l'urbanisation rapide, la croissance de la population et la demande croissante d'infrastructures, l'Afrique a besoin de ressources supplémentaires. Le capital-investissement pourrait constituer une partie de la solution. En effet, les pays qui ont enregistré la croissance économique la plus forte au cours des dernières décennies sont aussi ceux qui ont attiré le plus de capitaux privés (CEA, 2014b).

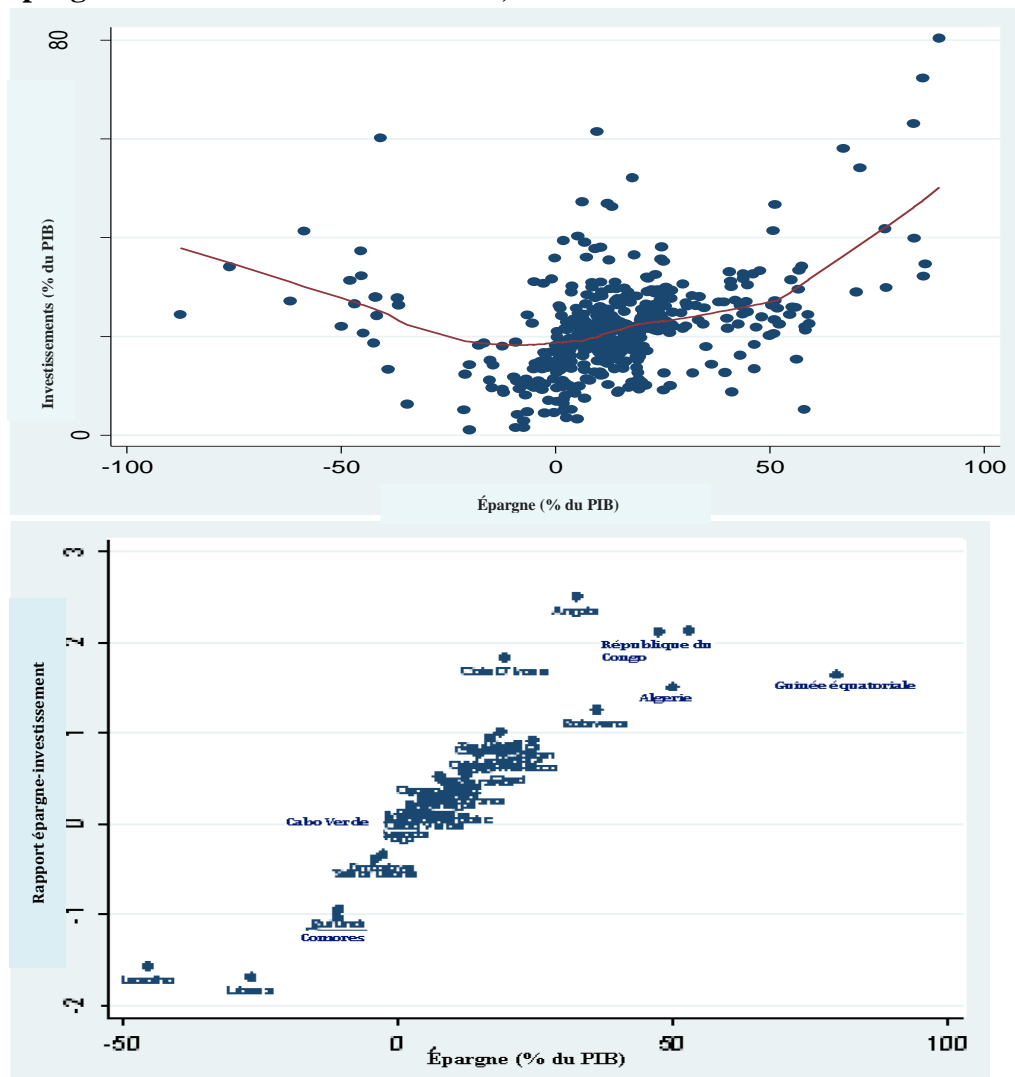
42. L'idée d'utiliser le capital-investissement pour mobiliser des ressources supplémentaires est particulièrement prometteuse pour le secteur manufacturier africain, principalement constitué de petites et moyennes entreprises. Compte tenu des rigidités inhérentes à l'intermédiation financière en Afrique et des taux d'intérêt élevés pratiqués par les banques, le capital-investissement pourrait également renforcer les modes de financement intérieurs en canalisant des ressources vers les investissements à moyen et à long terme.

43. Au cours de la dernière décennie, le capital-investissement a considérablement progressé, sa croissance moyenne annuelle étant de 26 %, ce qui indique que la conjoncture s'est améliorée et qu'elle est saine. Les secteurs de la consommation discrétionnaire (28 %), de l'industrie (26 %), des matériaux (20 %), de l'énergie (12 %) et de la technologie financière et de l'information (10 %) ont reçu la plus grande part des entrées de capitaux privés entre 2006 et 2012 (CEA, 2014b).

## **L. Les pays africains à l'épargne la plus importante investissent moins dans leur propre économie**

44. La diversification des sources d'investissement est très importante dans un contexte mondial incertain, car elle donne une marge de souplesse et réduit la dépendance vis-à-vis des donateurs. En dépendant moins des sources extérieures de financement, l'Afrique contribue à sa transformation structurelle. Il convient donc de renforcer la mobilisation de l'épargne nationale aux fins de l'investissement. En Asie de l'Est, la croissance économique régionale a été soutenue par l'abondance de l'épargne et des investissements nationaux (Institut Nord-Sud, 2010). Néanmoins, cette orientation de l'épargne nationale vers l'investissement n'est pas encore observée dans de nombreux pays africains, où les épargnants les plus importants obtiennent généralement un ratio épargne-investissement plus élevé, ce qui signifie qu'ils investissent peu au niveau national (voir figure 12). Les plus gros épargnants africains investissent peu, spécialement les pays exportateurs de pétrole, parce qu'ils cherchent avant tout à amortir les chocs exogènes (CEA et CUA, 2014).

Figure 12  
**Épargnants et investisseurs africains, 2000-2010**



Source : Calculs effectués d'après les Indicateurs du développement dans le monde, de la Banque mondiale.

### III. Risques et incertitudes concernant la suite de la croissance de l'Afrique

45. Un certain nombre de risques intérieurs et extérieurs pourraient modifier les perspectives à moyen terme de l'Afrique. Le recul persistant des prix du pétrole et des produits de base, la lenteur de la reprise aux États-Unis, dans la zone euro et au Japon, et la baisse de la demande de produits de base en Chine pourraient compromettre les résultats commerciaux à moyen terme.

46. De plus, le durcissement des conditions de financement dans l'ensemble des pays développés pourrait entraîner une hausse des taux d'intérêt et provoquer la sortie des capitaux privés ainsi qu'une tendance accrue à la volatilité des monnaies. Une telle situation pourrait peser sur les pays à marché pionnier, dont le Ghana, le Nigéria, l'Afrique du Sud et la Zambie, où l'inversion des flux de capitaux risquerait d'affaiblir la monnaie. Le contrôle des flux de capitaux offre une solution temporaire, mais des stratégies plus robustes, dont le remaniement des stratégies et des plans de financement, ou encore l'amélioration des conditions de l'activité commerciale visant à retenir les capitaux, pourraient jouer un rôle crucial.

47. L'instabilité politique, le terrorisme et la violence qui règnent dans certains pays d'Afrique, dont la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Kenya, le Lesotho, la Libye, le Mali, le Nigéria, la Somalie et le Soudan du Sud ne laissent pas d'être préoccupants. On retiendra néanmoins que le nombre de conflits armés a baissé depuis 2000 et qu'un plus grand nombre d'initiatives sont prises à l'échelle continentale pour résoudre les problèmes touchant à la paix et à la sécurité (CEA, 2014c).

48. Les chocs météorologiques représentent aussi une menace, pour la plupart des économies d'Afrique, qui dépendent encore de l'agriculture pluviale. La coopération mondiale, s'agissant de la lutte contre les changements climatiques, comptera pour beaucoup dans l'atténuation de certains de ces risques.

#### **IV. Nécessité d'associer le changement structurel et le développement social**

49. Le faible niveau de développement de l'Afrique s'explique en partie par la lenteur avec laquelle elle se détache des activités concernant les produits de base, ce qui entrave l'efficacité de l'accumulation et du renforcement du capital physique et humain. Pour obtenir des résultats économiques robustes et résistants, fondés sur l'industrialisation et le commerce, et concourant au développement durable pour tous, l'Afrique doit adopter des stratégies de développement social compatibles avec l'expansion de secteurs industriels modernes. Les caractéristiques essentielles qui définissent le changement économique sont liées à la transformation sociale.

##### **A. Amélioration de certains indicateurs**

50. L'Afrique continue de faire des progrès réguliers dans le domaine social, mesurés dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement. La pauvreté a reculé sur l'ensemble du continent et des améliorations notables ont été enregistrées en ce qui concerne le taux de scolarité primaire. La parité des sexes à l'école primaire est devenue une réalité dans la plupart des pays africains. La proportion de femmes au parlement est aujourd'hui de 20 %, taux le plus élevé au monde après l'Amérique latine. La situation s'est aussi améliorée dans le domaine de la santé, la mortalité des enfants de moins de cinq ans ayant reculé, de 146 à 90 pour mille naissances vivantes entre 1990 et 2010. De plus, la prévalence du VIH s'est réduite entre 2001 et 2011, le nombre de nouvelles infections chez les enfants ayant reculé de 52 % au cours de la même période [CEA *et al.* (2014)]. Néanmoins, ces données globales varient considérablement selon le revenu, la situation géographique et le sexe. Les communautés rurales à faible revenu, les femmes et les groupes vulnérables demeurent exclus développement socioéconomique.

##### **B. La pauvreté et l'inégalité conduisent à l'exclusion sociale**

51. La pauvreté a reculé, mais l'inégalité demeure présente dans toutes les sociétés africaines, et renforce le cercle vicieux de l'injustice, du manque de revenus et de l'exclusion sociale. La réactivité de la pauvreté à la croissance économique est affaiblie par la persistance de l'inégalité socioéconomique en Afrique. Le creusement des inégalités dans l'accès à l'éducation et à la santé, ainsi qu'aux avantages qui y sont liés réduit considérablement le bénéfice de la croissance pour les populations démunies [Ravallion (2001) ; Fosu (2011)].

52. Le caractère inégal de la répartition des biens et de l'accès aux services publics, dont l'éducation et les soins de santé, creuse encore le fossé entre nantis et démunis. Par exemple, les enfants des ménages les plus démunis ont trois fois moins de chances d'aller à l'école. En zone

urbaine, plus de 90 % des femmes sont suivies par un professionnel formé lors de l'accouchement ; ce taux n'est en revanche que de 71 % en zone rurale [CEA (2013)].

### **C. La mesure de l'intégration sociale**

53. En réponse à la demande formulée par ses États membres, la CEA a mis au point un outil – l'indice africain de développement social – destiné à évaluer les progrès réalisés dans le domaine de l'intégration sociale. Appliquant l'approche du cycle de vie, cet outil vise à mesurer les progrès réalisés dans la réduction de l'exclusion humaine concernant six aspects du bien-être, dont la santé, l'éducation, l'emploi et le revenu. Cet indice a ceci de particulier qu'il peut être utilisé à des niveaux différents en utilisant des données nationales pour évaluer les effets de l'exclusion entre zones urbaines et zones rurales, et selon le sexe ou le groupe de population, ce qui permet de cerner les inégalités dans un même pays. De plus, les résultats de cet indice peuvent servir à repérer les facteurs d'exclusion dans chaque pays ou sous-région, et à évaluer l'effet des politiques sociales sur l'exclusion, pour améliorer l'efficacité du ciblage des politiques sociales.

### **D. Dynamique démographique et urbanisation**

54. La population africaine devrait augmenter de 3,2 milliards d'ici 2100 (sur les 4 milliards d'augmentation prévus à l'échelle mondiale). Sa population en âge de travailler augmentera de 2,1 milliards au cours de la même période, et représentera 41 % du total de la population en âge de travail en 2100, contre 12,6 % en 2010 [Drummond, Thakoor et Yu (2014)]. Si elle est judicieusement orientée vers le changement structurel, cette part croissante de la population en âge de travailler et le recul du taux de dépendance qui en résultera pourraient entraîner une amélioration des résultats économiques par les gains de productivité, l'épargne et l'investissement.

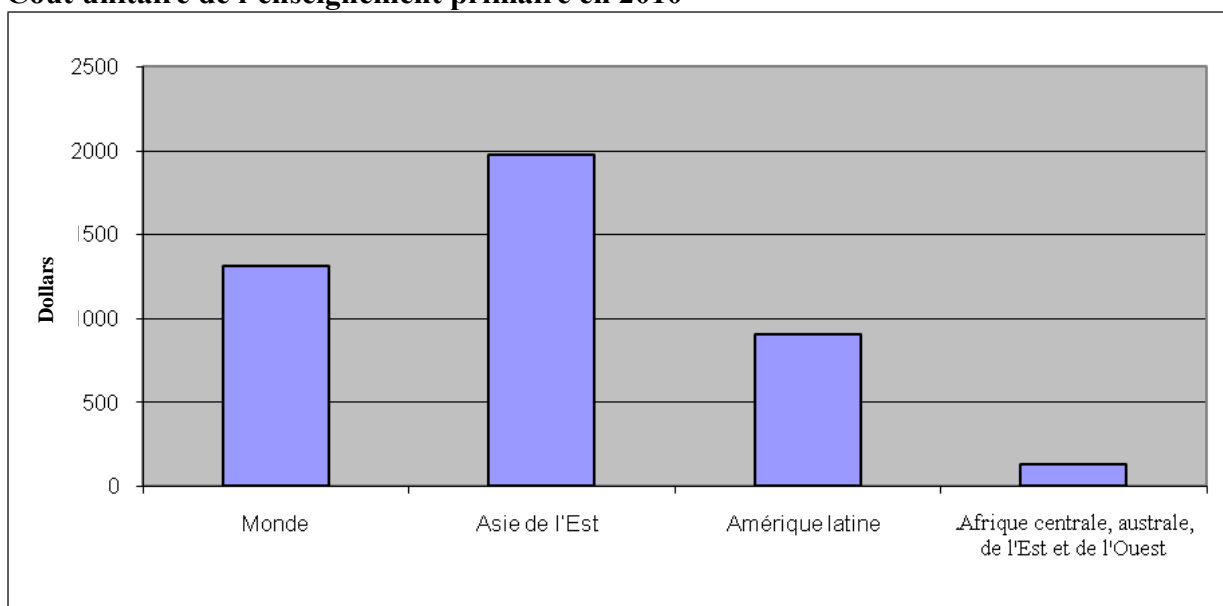
55. Malgré une urbanisation rapide, l'Afrique demeure le continent le moins urbanisé. Trente-huit pour cent seulement de sa population vit en ville, et la plupart des pays africains ont un taux d'urbanisation inférieur à 20 %. Néanmoins, les zones urbaines africaines ont progressé à un rythme 1,7 fois supérieur à celui des zones péri-urbaines et rurales entre 2005 et 2010 [ONU-Habitat (2010)]. L'activité économique se déplaçant des campagnes vers les villes, l'Afrique compte aujourd'hui 43 villes qui, combinées avec les méga-cités et les zones urbaines plus réduites, représentent 55 % du PIB [Banque africaine de développement (2011)]. Néanmoins, le développement urbain de l'Afrique n'est pas allé de pair avec l'industrialisation, ce qui s'est soldé par de l'emploi informel, de l'inégalité et de la pauvreté.

### **E. La qualité de l'enseignement demeure problématique**

56. Le taux de scolarisation primaire a certes augmenté de 24 % en Afrique entre 1990 et 2012 (CEA, 2014 d), mais les taux d'achèvement du cycle primaire restent les plus bas du monde. Même si elle est remarquable, l'amélioration des taux de scolarisation n'a pas donné lieu à de meilleurs résultats, s'agissant de l'apprentissage, parce que la qualité de l'instruction a reculé au cours de la même période. Les données concernant un groupe donné de pays africains indiquent qu'un enfant sur trois n'y atteint pas le seuil d'apprentissage minimum s'agissant de savoir lire, écrire et calculer, ce qui réduit la qualification et accroît les obstacles aux débouchés socioéconomiques (Watkins, 2013).

57. Dans l'ensemble, la qualité de l'éducation demeure médiocre en Afrique, malgré le fait que les systèmes scolaires de qualité sont essentiels pour la main d'œuvre industrielle. Le nombre élevé d'élèves par classe, dû à l'augmentation du nombre total d'élèves, demeure problématique. Sur 162 pays disposant de données, 26 ont un taux de plus de 40 élèves par enseignant, et 90 % de ces pays se trouvent en Afrique (pour assurer un bon enseignement, il faudrait 1 enseignant par 25 élèves au primaire). Il manque 1,7 million d'enseignants en Afrique et il faudrait renforcer les programmes de formation des enseignants [UNESCO (2014)]. Le nombre d'enfants inscrits à l'école a augmenté, de 62 millions en 1990 à 149 millions en 2012, mais les ressources n'ont pas suivi [CEA *et al.* (2014)]. En Afrique, la dépense publique annuelle par enfant de l'école primaire est de 131 dollars des États-Unis, soit un dixième de la moyenne mondiale, proportion bien inférieure à la moyenne de l'Asie de l'Est, qui est de 1 974 dollars (voir figure 13).

Figure 13  
**Coût unitaire de l'enseignement primaire en 2010**



Source : Calculs établis à partir de UNESCO (2014).

## F. Passage de l'école au travail

58. Ce n'est qu'en terminant l'école secondaire que les jeunes acquièrent les compétences qui leur sont nécessaires pour accéder à des formations professionnelles ou des cours technique plus spécialisé, qui peuvent donner lieu à des gains de productivité [Centre africain pour la transformation économique (2014)]. Le taux de scolarisation secondaire est passé de 29 % à 49 % entre 1999 et 2011 en Afrique centrale, australe, de l'Est et de l'Ouest. Néanmoins, le taux d'achèvement du cycle secondaire, en particulier pour les filles et les jeunes femmes, demeure bas en moyenne, soit 37 %, et concerne principalement les populations urbaines à revenu élevé.

59. Pour industrialiser l'Afrique, il est essentiel que l'éducation transforme le savoir en productivité. Pour ce faire, il faut assurer un accès plus large à l'enseignement secondaire. Le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur, qui pourrait contribuer à résoudre le problème posé par le manque d'enseignants, augmente de 6 %. À l'université, le choix des étudiants se porte davantage vers les lettres et les sciences humaines, les filières scientifiques et d'ingénierie ne comptant que pour 25 % des inscriptions.

60. Les écoles traditionnelles sont mal équipées et les centres de formation technique, professionnelle ou pédagogique ne font pas assez partie des priorités du développement industriel. En Afrique, ces centres ne forment que 5 % des jeunes. Nombreux sont ceux qui ne délivrent pas de diplôme reconnu et fonctionnent avec un personnel insuffisamment qualifié, un équipement dépassé, des programmes mal ficelés et une liaison médiocre avec le marché du travail. Les compétences nécessaires à la transformation vont au-delà de l'acquisition d'une formation classique. Les capacités productives nationales se mettent en place grâce aux processus interdépendants de l'accumulation de capital et d'un ensemble de compétences qui permet l'adoption de technologies, l'imitation et le progrès. La combinaison de l'instruction traditionnelle et de la formation en entreprise et des apprentissages contribue à produire les compétences nécessaires à la transformation.

61. Au-delà des compétences techniques proprement dites, il faut également des compétences non techniques (cognitives, créatives, de capacité de résoudre les problèmes et de gestion) difficiles à développer dans les systèmes scolaires traditionnels. L'expérience récente montre que les programmes qui combinent les cours donnés en classe et la formation en entreprise donnent des compétences techniques et non techniques, qui ont un effet positif sur l'employabilité et le salaire. Les lacunes de formation et de qualification de la main d'œuvre constituent le principal goulet d'étranglement du côté de l'offre que les chefs d'entreprise du monde entier pointent du doigt lorsqu'ils envisagent d'investir dans la production en Afrique [Centre africain pour la transformation économique (2014)].

#### **G. Les progrès dans le domaine de la santé sont essentiels pour la productivité du travail et l'industrialisation**

62. Les programmes ciblés qui améliorent la santé et font reculer la malnutrition contribuent à améliorer la situation en ce qui concerne l'éducation et la productivité, et ont un effet multiplicateur sur la croissance et le développement. Les pertes de productivité du travail (mesurées au moyen des heures de travail perdues) dues à la mortalité infantile causée par la malnutrition peuvent freiner toute l'économie, puisqu'elle atteint 11,9 % du PIB en Éthiopie, 1,4 % au Swaziland et 2,0 en Ouganda [CAU *et al.* (2014)]. L'incapacité de prévenir ou d'arrêter la malnutrition dans la petite enfance entraîne souvent des coûts de santé supplémentaires et l'exclusion de la pleine participation au marché du travail à d'autres stades de la vie.

63. Les gains de productivité potentiels pourraient même être supérieurs si les problèmes d'inégalité d'accès aux services de santé en fonction du revenu, du sexe et de la situation géographique étaient résolus. Les coûts élevés des soins de santé frappent les groupes à faible revenu de manière disproportionnée. Les familles peuvent avoir à payer jusqu'à 90 % du coût des soins qui leur sont prodigués, ce qui pèse lourdement sur le revenu des familles modestes et représente l'une des principales causes de la chute dans la pauvreté [CUA *et al.* (2014)].

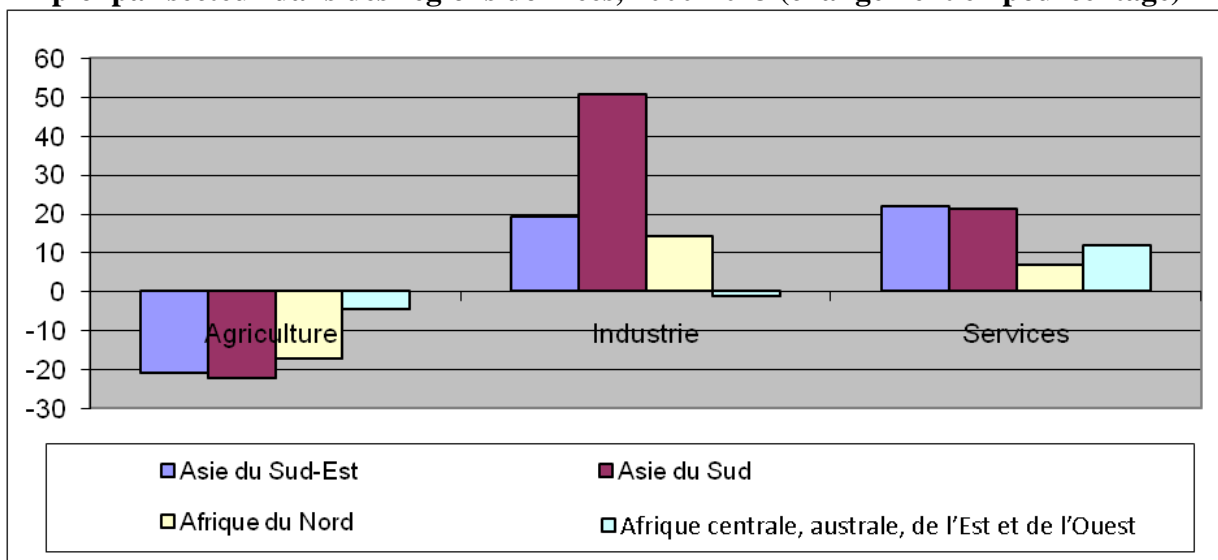
#### **H. L'emploi dans la production et les services modernes est essentiel à la transformation structurelle**

64. La transformation structurelle est essentielle pour stimuler la productivité du travail et les possibilités d'emploi dans les pays en développement. Un élément fondamental de ce processus est le passage de la faible productivité à la forte productivité, et des activités à forte intensité de capital aux activités à forte intensité de main d'œuvre, dont la production manufacturière. Dans certains pays, notamment l'Algérie, la Tunisie et l'Afrique du Sud, le recul de la contribution de

l'emploi agricole à faible productivité contrebalancé par une part croissante des activités industrielles productives, a ouvert la voie à la diversification économique, et accru la compétitivité et l'intégration des produits transformés de ces pays dans les chaînes de valeur mondiales. Le passage de l'emploi agricole à l'emploi dans l'industrie et les services, trait de la transformation structurelle, a bien lieu en Afrique centrale, australe, de l'Est et de l'Ouest, mais à un rythme plus lent que dans les économies d'Asie de l'Est qui ont réussi leur transformation. Ceux qui quittent le secteur agricole sont souvent absorbés par le secteur des services, de sorte que, de 2000 à 2013, l'emploi du secteur industriel a stagné à quelque 8,4 % de la population active (voir figure 14). Cette tendance pèse sur les perspectives économiques et d'emploi car la plupart des emplois dans les services sont informels et se caractérisent par une productivité faible, des bas salaires et des conditions de travail médiocres. Néanmoins, l'accroissement du nombre d'emplois dans les services haut de gamme (comme les technologies de l'information et des communications ou les services financiers) représente une évolution positive qui doit être encouragée sur tout le continent [Banque africaine de développement (2011)].

Figure 14

**Emploi par secteur dans des régions données, 2000-2013 (changement en pourcentage)**



Source : Calculs établis à partir des indicateurs clefs du marché du travail [OIT (2014)].

**I. La faible productivité du travail pèse sur les perspectives d'emploi de l'Afrique**

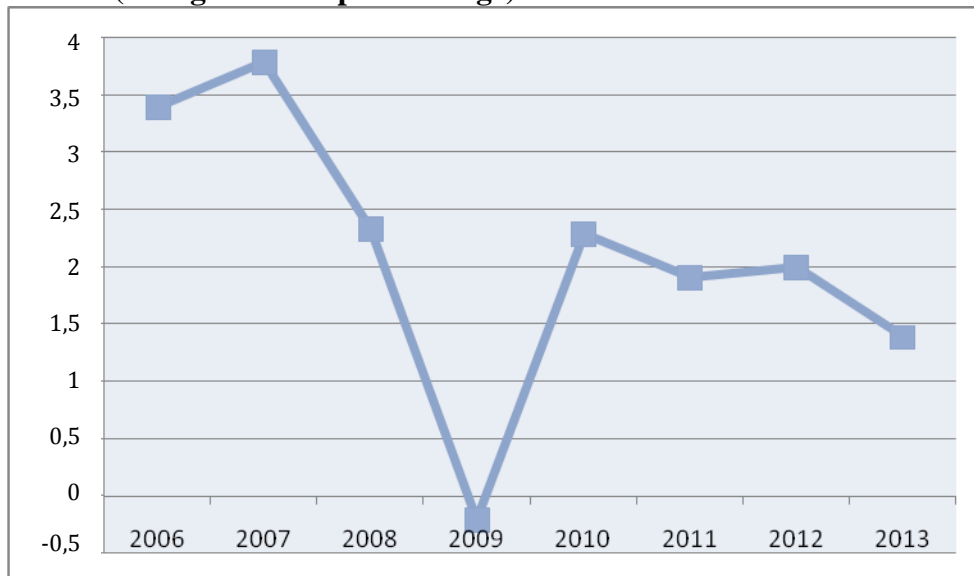
65. L'une des difficultés à résoudre pour créer véritablement de l'emploi en Afrique est la faible productivité du travail, particulièrement dans l'agriculture, qui renforce la persistance des problèmes d'insécurité alimentaire du continent. En 2012-2013, la productivité du travail en Afrique n'a progressé que de 1,4 %, rythme inférieur à celui de toutes les autres régions (voir figure 15). Les gains de productivité sont encore freinés par un investissement trop faible dans les facteurs de production, dont les ressources humaines. Dans un groupe choisi de pays africains pour lesquels on possède des données (dont le Maroc, l'Afrique du Sud, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie), un travailleur sur dix est sous-employé<sup>2</sup>. Les compétences de la main d'œuvre sont sous-utilisées, ce qui a des conséquences pour la productivité actuelle et future. L'investissement dans l'éducation liée aux technologies et à l'innovation, et dans le développement de compétences stimulant la productivité et répondant aux besoins du marché du

<sup>2</sup> L'indicateur renvoie au sous-emploi en tant que pourcentage de la main d'œuvre totale ou de l'emploi total.

travail, n'est pas approprié. On retiendra un exemple positif à cet égard, celui de Cabo Verde, où la stratégie relative aux ressources humaines mise en place par les autorités, qui établit des passerelles entre l'enseignement supérieur et la demande de main d'œuvre, particulièrement dans le secteur des services et du tourisme [Banque africaine de développement (2011)]. Le glissement de la productivité haut de gamme vers le secteur des services s'explique par la production de services liés aux connaissances portée par l'innovation et l'esprit d'entreprise, et reposant sur les outils de la gouvernance électronique.

Figure 15

**Progression de la productivité du travail en Afrique centrale, australe, de l'Est et de l'Ouest (changement en pourcentage)**



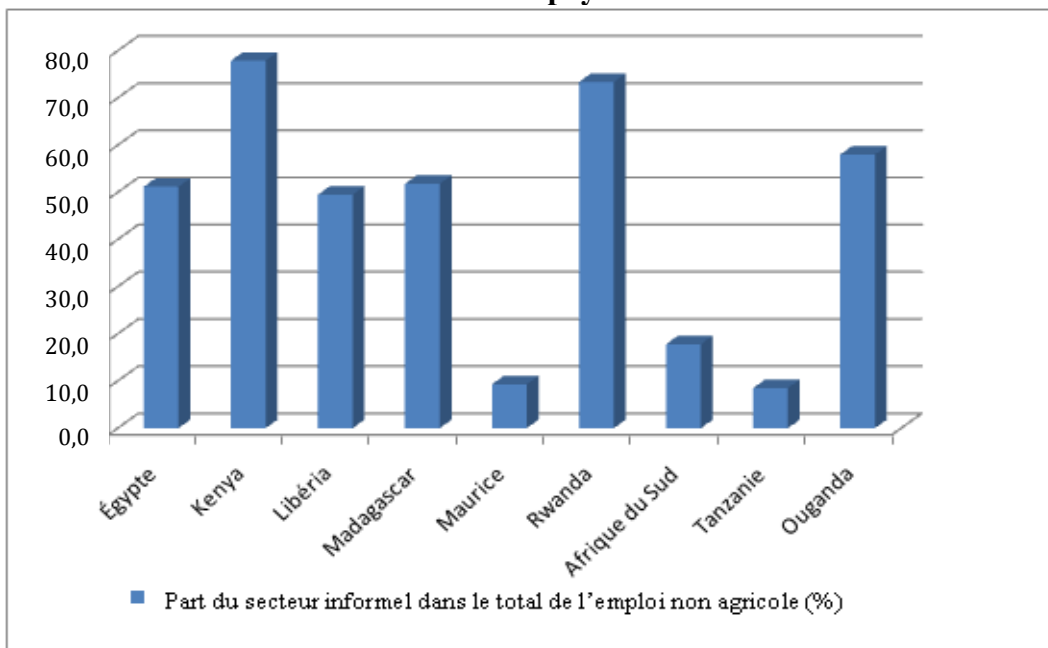
Source : Calculs de la CEA, d'après les indicateurs clefs du marché du travail [OIT (2014)].

**J. Le secteur informel demeure le premier créateur d'emploi**

66. Le secteur structuré, public ou privé, ne pouvant absorber tous les demandeurs d'emploi, l'emploi informel demeure le premier créateur d'emploi dans la plupart des pays africains (voir figure 16). En 2012, 77,2 % des travailleurs de l'Afrique centrale, australe, de l'Est et de l'Ouest étaient indépendants soit collaboraient à l'entreprise familiale (OIT, 2014).



Figure 16  
**Poids du secteur informel dans certains pays**



Source : Calculs établis à partir des indicateurs clefs du marché du travail [OIT (2014)].

67. Chez les femmes, le commerce informel est la source d'emploi la plus importante des indépendantes pour l'ensemble de l'Afrique centrale, australe, de l'Est et de l'Ouest, avec 60 % de l'emploi non agricole. Le volume du commerce transfrontalier informel de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) est évalué à 17,6 milliards de dollars des États-Unis, soit 30 à 40 % du commerce intérieur à cette zone. Quelque 70 % des commerçants transfrontaliers sont des femmes [OIT (2004)].

68. Le travail informel est avant tout un mécanisme d'adaptation, dont l'Afrique pourrait utiliser le potentiel en adoptant des politiques favorables ciblées qui élargissent les systèmes de protection sociale, les encouragements fiscaux, les programmes de développement des compétences, le transfert de technologies et l'investissement dans les infrastructures. Certains pays ont déjà lancé de tels programmes. Actuellement la couverture de protection sociale des travailleurs informels est très limitée en Afrique, puisqu'elle est de 10 %, par rapport à 50 % en Amérique latine et dans les Caraïbes.

## V. Enseignements à tirer du point de vue de l'action

69. Il faut que les pays africains consolident les progrès accomplis jusqu'à présent et continuent de mettre en place des institutions robustes qui renforcent et améliorent la conjoncture des affaires, la gouvernance économique et la gestion macroéconomique, pour améliorer la résistance aux chocs extérieurs tels que le recul des flux de capitaux sous l'effet du durcissement des politiques monétaires des pays développés, l'atonie de la croissance des pays émergents, dont la Chine, et la fragilité économique de la zone euro.

70. Des stratégies doivent être mises en place pour combler le déficit de capital humain, surmonter les lacunes de l'infrastructure physique, combler le déficit du secteur de la transformation dans la croissance africaine et repositionner l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales en facilitant le commerce des biens et des services intermédiaires. On peut mettre en

place un cadre de politique commerciale sélectif, assorti d'une chronologie judicieuse, pour optimiser les avantages du commerce pour l'industrialisation.

71. Ces efforts doivent être soutenus par des mécanismes de financement novateurs, à même d'orienter l'épargne vers l'industrie (particulièrement la transformation) et la mécanisation de l'agriculture. Les envois de fonds, qui sont la source la plus importante et la plus stable de financement extérieur, doivent être mis à profit. La première étape devrait consister à diminuer le coût de l'envoi d'argent en Afrique. En moyenne, envoyer 200 dollars en Afrique en coûte 23,8 (11,9 % du total) [Banque mondiale et Commission européenne (2013)]. Les États, eux aussi, devraient faire un meilleur usage des fonds de pensions et du capital-investissement. Ceux qui disposent d'importantes réserves internationales ne devraient pas se contenter de les épargner pour se protéger des chocs exogènes, mais aussi les mettre au service du développement, spécialement dans les secteurs qui renforcent la croissance.

72. La croissance de l'Afrique a certes été robuste et résistante, mais le continent n'est néanmoins pas encore sur la trajectoire d'un développement ouvert à tous, porteur d'emploi, à même de réduire le chômage et de faire reculer l'inégalité. Il faut que les pays africains adoptent des stratégies axées sur le développement social, car le capital humain est essentiel pour l'innovation, l'industrialisation et la transformation structurelle. Le système éducatif doit mettre l'accent sur les études destinées à renforcer le processus de transformation dans les domaines où l'Afrique a un avantage comparatif, comme la transformation de ses ressources naturelles. Il faudrait encourager les enfants et les jeunes, à tous les niveaux de l'enseignement, à étudier les sciences et les métiers du génie.

73. Compte tenu du poids important du secteur commercial informel et sa contribution au PIB, il faut : des politiques du travail (pour aider à développer les compétences et l'adaptabilité, et faciliter la capacité de changer de métier, d'entreprise, de secteur ou de pays), un cadre réglementaire efficace mais léger, le renforcement de la concurrence et de l'ouverture des marchés, des mécanismes de protection sociale, des incitations fiscales et des facilités de crédit au service du développement du secteur privé, principalement axé sur les petites et moyennes entreprises, et, enfin, de meilleures infrastructures et un meilleur accès, pour les entreprises informelles, aux équipements, services et technologies publics.

## Références bibliographiques

**Banque africaine de développement (2011).** *Stratégie de développement urbain du Groupe de la Banque – Transformer les cités et villes d’Afrique en moteurs de la croissance économique et du développement social.* Tunis. Disponible à l’adresse suivante : <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Strat%C3%A9gie%20de%20d%C3%A9veloppement%20urbain%20de%20la%20Banque%20-%20Rev%201.pdf>.

**Banque mondiale et Commission européenne (2013).** *Send Money Africa.* Disponible à l’adresse suivante : [https://sendmoneyafrica.worldbank.org/sites/default/files/SendMoney\\_Africa\\_Remittances\\_Report\\_2013.pdf](https://sendmoneyafrica.worldbank.org/sites/default/files/SendMoney_Africa_Remittances_Report_2013.pdf).

**Centre africain pour la transformation économique (2014).** *2014 African Transformation Report – Growth with Depth* [un aperçu a été publié en français sous le titre « 2014 – Rapport sur la transformation de l’Afrique – Croissance en profondeur »]. Accra. Disponible à l’adresse suivante : <http://acetforafrica.org/wp-content/uploads/2014/03/2014-African-Transformation-Report.pdf>.

**Commission de l’Union africaine, Nouveau Partenariat pour le développement de l’Afrique, Programme alimentaire mondial des Nations Unies et Commission économique pour l’Afrique (2014).** *Le coût de la faim en Afrique : L’incidence sociale et économique de la sous-nutrition chez l’enfant en Égypte, en Éthiopie, au Swaziland, et en Ouganda – Résumé de projet : Implications pour la transformation sociale et économique d’Afrique.* Disponible à l’adresse suivante : [http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/Publications/COHA/coha\\_brief\\_french\\_web.pdf](http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/Publications/COHA/coha_brief_french_web.pdf).

**Commission économique pour l’Afrique (2014).** *Marchés pionniers en Afrique : Un monde d’opportunités mais des perceptions erronées.* Disponible à l’adresse suivante : [http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/africa\\_frontier\\_paper\\_fre.pdf](http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/africa_frontier_paper_fre.pdf).

\_\_\_\_\_ (2014b). *Mobilisation des ressources intérieures.* Document de travail du neuvième Forum pour le développement de l’Afrique. Disponible à l’adresse suivante : [http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/ADF/ADFI/adx\\_ix-issues\\_paper\\_1-domestic\\_resource\\_mobilization-fr.pdf](http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/ADF/ADFI/adx_ix-issues_paper_1-domestic_resource_mobilization-fr.pdf).

\_\_\_\_\_ (2014c). *Progress report of the High-level Panel on Illicit Financial Flows in Africa.* Disponible à l’adresse suivante : [http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/COM/com2014/com2014-hlp\\_panel\\_on\\_illicit\\_financial\\_flows\\_from\\_africa-english.pdf](http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/COM/com2014/com2014-hlp_panel_on_illicit_financial_flows_from_africa-english.pdf).

\_\_\_\_\_ (2015). *Incidences socioéconomiques d’Ébola sur l’Afrique.* Édition révisée. Addis-Abeba. Disponible à l’adresse suivante : [http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/ebola\\_report\\_french\\_rev2\\_jan2015.pdf](http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/ebola_report_french_rev2_jan2015.pdf).

**Commission économique pour l’Afrique et Commission de l’Union africaine (2014).** *Rapport économique sur l’Afrique 2014 – Politique industrielle dynamique en Afrique : Institutions innovantes, processus efficaces et mécanismes flexibles.* Addis-Abeba :

Commission économique pour l'Afrique. Disponible à l'adresse suivante : [http://repository.uneca.org/unecawebsite/sites/default/files/page\\_attachments/era2014\\_french\\_fin-web\\_25.03.14\\_0.pdf](http://repository.uneca.org/unecawebsite/sites/default/files/page_attachments/era2014_french_fin-web_25.03.14_0.pdf).

**Commission économique pour l'Afrique, Commission de l'Union africaine, Banque africaine de développement et Programme des Nations Unies pour le développement (2013).** *Évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement – Sécurité alimentaire en Afrique : Enjeux, défis, enseignements.* Disponible à l'adresse suivante : [http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/mdg\\_report2013\\_french.pdf](http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/mdg_report2013_french.pdf).

\_\_\_\_\_ (2014). *Évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement – Analyse de la Position commune africaine sur le programme de développement pour l'après-2015.* Disponible à l'adresse suivante : [http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/rapport\\_omd\\_2014.pdf](http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/rapport_omd_2014.pdf).

**Drummond, P., V. Thakoor, et S. Yu (2014).** *Africa Rising: Harnessing the Demographic Dividend.* IMF Working Paper, n°14/143, Washington, D.C. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2014/wp14143.pdf>.

Economist Intelligence Unit (2014). *Middle East and Africa: regional overview.* London.

\_\_\_\_\_ (2014). EIU Country data. Disponible à l'adresse suivante : <http://country.eiu.com/AllCountries.aspx>, consultée en janvier 2015.

**Fonds monétaire international (2014).** *Perspectives de l'économie mondiale : Nuages et incertitudes de l'après-crise.* Disponible à l'adresse suivante : <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2014/02/pdf/textf.pdf>.

**Fosu, A. (2011).** *Growth, Inequality, and Poverty Reduction in Developing Countries – Recent Global Evidence.* WIDER Working Papers, n° 1. Université des Nations Unies - WIDER : Helsinki. Disponible à l'adresse suivante : [http://www.wider.unu.edu/publications/working-papers/2011/en\\_GB/wp2011-001/](http://www.wider.unu.edu/publications/working-papers/2011/en_GB/wp2011-001/).

**Institut Nord-Sud (2010).** *Domestic resource mobilization in Africa: An overview.* Disponible à l'adresse suivante : <http://www.nsi-ins.ca/wp-content/uploads/2012/10/2010-Domestic-Resource-Mobilization-in-Africa-An-Overview.pdf>.

**Nations Unies (2014).** *LINK Global Economic Outlook 2015–2016.* Disponible à l'adresse suivante : [http://www.un.org/en/development/desa/policy/proj\\_link/documents/geo201410.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/policy/proj_link/documents/geo201410.pdf).

\_\_\_\_\_ (2014). *World Economic Situation and Prospects 2014: Update as of mid-2014.* Disponible sur : [http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp\\_current/WESP2014\\_mid-year\\_update.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp_current/WESP2014_mid-year_update.pdf).

**Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2014).** *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2013/4 – Enseigner et apprendre : Atteindre la*

*qualité pour tous*. Paris. Disponible à l'adresse suivante :  
<http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002261/226157f.pdf>.

**Organisation internationale du Travail (2004).** *Gender and Employment Dimensions of Poverty: Policy Issues, Challenges and Responses*. Genève. Disponible à l'adresse suivante :  
[http://www.eif.gov.cy/mlsi/dl/genderequality.nsf/0/12D2A22FAC60DA74C22579A6002D950A/\\$file/programme\\_on\\_gender\\_poverty\\_and\\_employment.pdf](http://www.eif.gov.cy/mlsi/dl/genderequality.nsf/0/12D2A22FAC60DA74C22579A6002D950A/$file/programme_on_gender_poverty_and_employment.pdf).

\_\_\_\_\_ (2014). *Key indicators of the labour market*, eighth edition. Disponible à l'adresse suivante : [http://www.ilo.org/empelm/what/WCMS\\_114240/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/empelm/what/WCMS_114240/lang--en/index.htm).

**Organisation mondiale du commerce (2014).** *Statistiques du commerce international, 2014*. Genève. Disponible à l'adresse suivante :  
[https://www.wto.org/french/res\\_f/statis\\_f/its2014\\_f/its2014\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/its2014_f/its2014_f.pdf).

**Programme des Nations Unies pour les établissements humains (2010).** *L'état des villes africaines – Gouvernance, inégalité et marchés fonciers urbains*. Nairobi. Disponible à l'adresse suivante : <http://unhabitat.org/books/state-of-african-cities-2010-letat-des-villes-africaines-2010-gouvernance-inegalite-et-marches-fonciers-urbains-french-language-version/>.

**Ravallion, M. (2001).** Growth, Inequality and Poverty: Looking Beyond Averages. *World Development*, vol. 29, n° 11, p. 1803-1815. Elsevier. Disponible à l'adresse suivante : [http://siteresources.worldbank.org/INTPGI/Resources/13996\\_MR2.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTPGI/Resources/13996_MR2.pdf).